



DÉCISION n° 20/2025

Ressource en eau - Marché relatif à l'opération "études et prestation de maîtrise d'œuvre pour le suivi de travaux sur le barrage du Brousseau (40)" - Attribution du marché

Exposé des motifs :

Contexte

La révision d'étude hydraulique réalisée dans le cadre de l'étude de dangers du réservoir du Brousseau a mis en évidence les points suivants :

- La condition de non débordement en crête du barrage est respectée pour la crue extrême de période de retour 30 000 ans ;
- La revanche minimale de la crête par rapport à la côte des plus hautes eaux (PHE) est bien respectée ;
- La revanche minimale dans le coursier n'est pas respectée pour la crue exceptionnelle de période de retour 3 000 ans, une rehausse de 20 cm du mur devra être réalisée ;
- La condition de non débordement le long du coursier est respectée pour la crue extrême de période de retour 30 000 ans, un débordement est observé au droit du bassin de dissipation pour cette crue mais ce débordement n'aura plus lieu après la mise en place de la mesure corrective (rehausse de 30 cm) ;
- La revanche minimale recommandée n'est pas respectée au droit du bassin de dissipation (en pied de barrage), une rehausse de 30 cm des murs du bassin de dissipation devra être réalisée.

Ainsi, afin de maintenir un niveau de sécurité nominal et acceptable pour le réservoir du Brousseau, il est nécessaire de réaliser les travaux de réhausse des murs du bassin de dissipation et des bajoyers du coursier.

Pour cela, il faut s'appuyer sur un bureau d'études agréé qui va préconiser et suivre les travaux, en assurant les prestations d'études et maîtrise d'œuvre.

De plus, suite à l'étude de dangers, les préconisations actuelles en matière de calcul de stabilité sont différentes de celles retenues lors des études de conception.

Une campagne d'investigations géotechniques et la révision de l'étude de stabilité selon les recommandations du comité français des grands barrages (CFBR) : « Recommandations pour la justification de la stabilité des barrages et des digues en remblai » devront également être réalisées par un bureau d'études agréé.

Enfin, à l'occasion et en complément de ces prestations permettant de répondre aux prescriptions de l'étude de dangers, une prestation supplémentaire - en option - va consister à une étude préliminaire technique de potentialité de réhausse de la digue, pour répondre à la volonté politique d'expertiser les réhausses des réservoirs de soutien d'étiage de l'Institution Adour.



INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Rappel des étapes de la consultation

Pour la réalisation de ces missions, une consultation des entreprises a été lancée sous forme de procédure adaptée le 10 avril 2025 pour une remise des offres le 5 mai 2025.

Critères de jugement des offres

Le jugement des offres est effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Les critères de jugement des offres sont identiques à chaque lot.

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous.

Les offres seront notées sur 100, la note (/100) de chaque offre est obtenue en additionnant la note du critère valeur technique (/60) à la note du critère prix (/40). Le classement des offres et le choix de l'attributaire sera fondé sur l'offre totalisant le plus de points.

Critères	Pondération
1- Prix des prestations	Sur 40
2- Valeur technique	Sur 60

Analyse des offres :

- Pour le lot 1 : Prestation de maîtrise d'œuvre sur le réservoir du Brousseau :

Une seule entreprise, Rives et Eaux du Sud-Ouest, a répondu à la consultation, après analyse de l'offre, les notes suivantes ont été attribuées :

Critères	Note
1- Prix des prestations sur 40	40
2- Valeur technique sur 60	47
Total sur 100	87

Seul Rives et Eaux a répondu à l'appel public à la concurrence. Au vu de l'analyse de l'offre, celle-ci est conforme aux prestations demandées dans le cahier des charges ; de plus, l'offre rentre dans l'enveloppe budgétaire prévue pour l'opération.

- Pour le lot 2 : Etude de stabilité du barrage du Brousseau :

Deux entreprises ont répondu à la consultation, Rives et Eaux du Sud-Ouest d'une part et ISL d'autre part.

Après examen des critères de sélection des offres, il est proposé d'attribuer à chaque candidat la note suivante :

Critères	Rives et Eaux	ISL
1- Prix des prestations sur 40	40	28
2- Valeur technique sur 60	51	40
Total sur 100	91	68



INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

L'offre de Rives et Eaux est la mieux disante d'après les critères de sélection du marché public. L'offre d'ISL ne contient pas tous les éléments et prestations demandés dans le dossier de consultation en particulier les investigations géotechniques qui ne sont pas comprises dans leur offre, contrairement à celle de Rives et Eaux.

Vu la délibération n° 64/2021 du comité syndical en date du 22 septembre 2021 concernant l'élection de Monsieur Paul Carrère en tant que Président de l'Institution Adour,

Vu la délibération n° 123/2021 du comité syndical en date du 29 septembre 2021 concernant les délégations au Président et notamment les marchés publics inférieurs ou égaux à 50 000 € HT,

Vu la consultation passée sous forme de procédure adaptée le 10 avril 2025 avec avis de publicité adapté,

Monsieur Paul Carrère, Président de l'Institution Adour,

DÉCIDE

- d'attribuer le lot 1 « prestation de maîtrise d'œuvre sur le réservoir du Brousseau », à la société Rives et Eaux du Sud-Ouest, pour un montant de 25 800 € HT soit 30 960 € TTC,
- d'attribuer le lot 2 « étude de stabilité du barrage du Brousseau » avec l'option 1 « étude préliminaire pour la rehausse du barrage » à la société Rives et Eaux du Sud-Ouest, pour un montant de 16 695 € HT soit 20 034 € TTC (5 425 € HT pour la tranche ferme et 11 270 € HT pour l'option 1),
- de signer tout document relatif à l'exécution de la présente décision, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Haut-Mauco, le 03 JUIN 2025 .
Paul Carrère

INSTITUTION ADOUR
970 allée Jean d'Arcet
40280 HAUT-MAUCO

